# **ECO**WEEK

numéro 23.39 23 octobre 2023

On peut se féliciter du caractère généralisé de la désinflation car il augmente la probabilité que la baisse de l'inflation gagne l'ensemble de l'économie de la zone euro. Cela ne doit toutefois pas occulter le fait, qu'en dépit des progrès enregistrés, l'inflation se maintient bien au dessus de l'objectif. Le retour à 2% prendra du temps.



ÉTUDES **ECO**NOMIQUES

La banque d'un monde qui change 3

#### **ÉDITORIAL**

Zone euro : en quête de signes encourageants dans les chiffres de l'inflation

5

#### **REVUE DES MARCHÉS**

L'évolution hebdomadaire des marchés (change, bourse, taux, matières premières, etc.).

7

## **BAROMÈTRE**

L'analyse des principales données économiques : Chine

8

# SCÉNARIO ÉCONOMIQUE

Les principales prévisions économiques et financières.

9

## **DERNIÈRES PUBLICATIONS**

Les derniers articles, graphiques commentés, vidéos et podcasts des Études économiques.



**EDITORIAL** 

3

# ZONE EURO : EN OUÊTE DE SIGNES ENCOURAGEANTS DANS LES CHIFFRES DE L'INFLATION

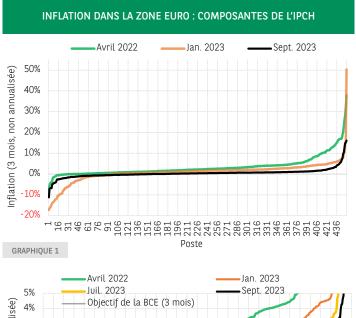
Comme le montrent les données de septembre, la désinflation se poursuit dans la zone euro. Cette évolution est, en outre, généralisée: pour plus de la moitié des postes de l'IPCH (indice harmonisé des prix à la consommation), le taux d'inflation sur trois mois est inférieur à l'objectif de la BCE, exprimé sur une base équivalente. Cette tendance renforce la probabilité que la baisse de l'inflation s'étende à l'ensemble de l'économie de la zone euro. Cependant, malgré les progrès enregistrés, l'inflation se maintient bien au-dessus de sa cible. Autrement dit, même si dorénavant l'inflation sous-jacente mensuelle devait coïncider avec l'objectif de la BCE (exprimé sous forme de taux mensuel), il faudrait attendre septembre prochain pour un retour à 2 % de l'inflation annuelle Enfin, l'évolution géopolitique récente entraîne un risque de hausse des prix de l'énergie, qui pourrait freiner le repli de l'inflation globale et, du fait de ses effets induits, entraver la baisse de l'inflation sous-jacente.

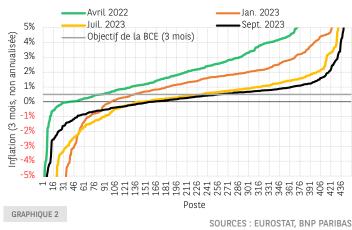
La désinflation se poursuit dans la zone euro. En septembre, l'inflation globale a reflué à 4,3 % contre 5,2 % le mois précédent et 9,9 % en septembre de l'année dernière. Les prix de l'énergie ont baissé (-4,6 %) et l'inflation des biens industriels hors énergie a reculé (4,1 % contre 4,7 % le mois précédent) ainsi que celle des services (4,7 % contre 5,5 % en août).

Le graphique 1, qui présente le classement des sous-composantes de l'IPCH sur trois mois, illustre le caractère généralisé de cette tendance de la désinflation¹. Cette mesure de l'inflation a atteint son point culminant en avril de l'année dernière. Depuis, la courbe s'est retournée à la baisse et la fréquence des observations extrêmement négatives ou positives – parties gauche et droite du graphique- a également diminué. Le graphique 2 apporte les mêmes informations mais en se concentrant sur le milieu des courbes. Il met clairement en évidence la baisse de la courbe d'inflation. En conséquence, l'inflation sur trois mois pour plus de la moitié des sous-composantes de l'IPCH est inférieure à l'objectif de la BCE calculé sur une base équivalente.

Pour mettre en lumière la rapidité et l'étendue de la désinflation, le tableau 1 s'intéresse aux principales catégories de l'IPCH. Les cellules en surbrillance correspondent à une inflation inférieure à l'objectif de la BCE. L'inflation annuelle ayant atteint un pic en octobre de l'année dernière, ce mois sert de référence. Depuis, l'inflation globale, celle de l'alimentation, des biens industriels hors énergie et de l'énergie ont enregistré des baisses significatives. Toutefois, à l'exception de l'énergie, l'inflation annuelle de ces composantes était toujours bien supérieure à l'objectif en septembre. Par ailleurs, les dernières données relatives à l'inflation sur trois mois ont été encourageantes pour ce qui concerne les prix de l'alimentation et des biens industriels hors énergie. Le rebond récent de la hausse des prix de l'énergie est préoccupant en raison de ses effets directs sur l'économie - pouvoir d'achat des ménages, structure de coûts des entreprises, impact sur l'inflation globale - ainsi que des risques de retombées sur d'autres catégories de prix s'il devait marquer le début d'une nouvelle tendance.

En ce qui concerne les services, le tableau est contrasté. Pour certaines catégories – l'ensemble des services, services liés aux communications, au logement, services divers - l'inflation annuelle s'est inscrite en hausse en septembre par rapport à celle enregistrée en octobre de l'année dernière. Pour d'autres – loisirs, voyages organisés, services





1 Le choix d'une fenêtre de trois mois pour calculer les variations de l'indice des prix vise à obtenir une inflation suffisamment sensible aux fluctuations de l'environnement éco-nomique tout en évitant la volatilité potentielle de l'inflation calculée en glissement mensuel.



On peut se féliciter du caractère généralisé de la désinflation car il augmente la probabilité que la baisse de l'inflation gagne l'ensemble de l'économie de la zone euro. Cela ne doit toutefois pas occulter le fait, qu'en dépit des progrès enregistrés, l'inflation se maintient bien au-dessus de l'objectif. Le retour à 2% prendra du temps.



					NFLATI	ON DANS	S LA ZON	IE EURC	)							
		Inflatio	ion annuelle Inflation 3 mois													
TABLEAU 1	2022-10		Evoluti l'inflation v	ion de rersus pic	2023-01	2023-02	2023-03	2023-04	2023-05	2023-06	2023-07	2023-08	2023-09		Poids IPC	н
Ensemble de l'IPCH	10,6%	4,3%	-6,3		-0,6%	0,2%	1,5%	2,4%	1,6%	0,9%	0,2%	0,7%	0,8%	100%		T
Alimentation y compris alcool et tabac	13,1%	8,8%	-4,3	3%	3,0%	3,8%	4,4%	3,1%	1,8%	0,9%	0,8%	0,5%	0,2%	19,98%		
Biens industriels hors énergie	6,1%	4,1%	-2,0	)%	-1,1%	-0,8%	1,2%	3,8%	3,3%	0,9%	-2,5%	-2,2%	0,0%	26,27%		
Energie	41,5%	-4,6%	-46,	1%	-7,8%	-7,1%	-2,7%	-4,2%	-5,2%	-3,6%	-3,0%	2,4%	4,6%	10,23%		
Services (index global hors biens)	4,3%	4,7%	0,4	%	0,3%	1,5%	1,4%	2,7%	2,0%	2,0%	2,2%	2,2%	0,7%	43,53%		
Services liés à la communicatin	-0,7%	0,0%	0,7	%	0,9%	1,0%	1,2%	0,5%	0,5%	-0,2%	-0,8%	-1,0%	-0,4%		2,23%	
Services liés au logement	2,9%	3,7%	0,8	%	1,1%	1,4%	1,4%	1,0%	0,8%	0,7%	0,8%	0,7%	0,7%		9,52%	
Services - divers	2,7%	4,1%	1,4	%	1,8%	1,9%	1,8%	0,9%	0,8%	0,8%	0,7%	0,4%	0,5%		9,23%	
Services liés aux loisirs, y compris les																
réparations et les soins aux personnes Services liés aux loisirs et aux soins aux	7,3%	6,7%	-0,6	5%	-0,9%	1,9%	1,5%	4,4%	3,8%	4,0%	4,7%	4,5%	1,3%		15,25%	
personnes, hors voyages organisé et hébergement	6,1%	5,9%	-0,2	2%	1,9%	1,9%	1,8%	1,6%	1,4%	1,4%	1,2%	1,1%	1,1%			11,62%
Services liés aux voyages organisés et à l'hébergement	12,5%	7,4%	-5,1	L%	-10,4%	2,9%	0,4%	14,3%	11,8%	12,4%	15,4%	14,7%	1,9%			3,63%
Services liés au transport	5,9%	3,9%	-2,0	)%	-0,1%	1,0%	0,8%	4,2%	1,8%	1,8%	1,6%	2,4%	0,0%		7,31%	
Indice global hors énergie, alimentation, alcool et tabac	5,0%	4,5%	-0,5	5%	-0,2%	0,6%	1,3%	3,1%	2,5%	1,6%	0,4%	0,6%	0,4%	69,79%		
TABLEAU 2								Inf	lation men	suelle mo	yenne dep	uis :				
IABLEAU Z				2023-	01	2023-02	2023-0	3 20	23-04	2023-05	202	3-06	2023-07	2023-	-08	2023-09
Ensemble de l'IPCH				0.369	%	0.43%	0.37%	0	.28%	0.21%	0.2	6%	0.26%	0.43	%	0.32%
Alimentation y compris alcool et tabac				0,609	%	0,51%	0,34%	0	,19%	0,19%	0.1	4%	0,08%	0,05	%	0,07%
Biens industriels hors énergie				0,239		0,50%	0,46%	_	,15%	0,03%		01%	0,01%	1,34		2,11%
Énergie				-0,21		-0.30%	-0.19%		.15%	0,36%		8%	1,53%	2,39		1,53%
Services (index global hors biens)				0,469		0,52%	0,48%	_	,45%	0,31%		3%	0,24%	-0,32	_	-0,85%
Services liés à la communicatin				0,069	%	-0,06%	-0,08%	-0	,11%	-0,19%	-0,2	27%	-0,14%	-0,07	'%	-0,07%
Services liés au logement				0,319	%	0,27%	0,24%	0	,24%	0,24%	0,2	2%	0,23%	0,17	%	0,14%
Services - divers				0,359	%	0,24%	0,22%	0	,22%	0,19%	0,1	9%	0,18%	0,15	%	0,36%
Services liés aux loisirs, y compris les réparat personnes				0,75	%	0,98%	0,91%	0	,88%	0,69%	0,6	5%	0,44%	-0,58	1%	-1,82%
Services liés aux loisirs et aux soins aux pers organisé et hébergement	onnes, l	nors voya	iges	0,479	%	0,43%	0,40%	0	,40%	0,37%	0,3	5%	0,35%	0,32	%	0,27%
Services liés aux voyages organisés et à l'héb	ergeme	nt		1,719	%	2,82%	2,58%	2	,42%	1,77%	1,6	8%	0,85%	-2,99	1%	-7,40%
Services liés au transport				0,299	%	0,46%	0,36%	0	,31%	-0,10%	0,1	7%	0,00%	-1,06	5%	-1,78%
Indice global hors énergie, alimentation, alco	ol et taba	ıc		0,379	%	0,51%	0,46%	0	,33%	0,20%	0,1	9%	0,14%	0,28	%	0,22%

SOURCES : EUROSTAT, BNP PARIBAS

de transport - elle a reflué. À l'exception des services liés à la communication, toutes les catégories affichent une inflation annuelle bien supérieure à l'objectif. S'agissant de l'évolution de l'inflation sur trois mois, cette année, l'inflation des services liés à la communication a été faible à négative depuis avril dernier. Les services liés au logement ont également enregistré un ralentissement du rythme de hausse des prix même si l'inflation reste bien au-dessus de l'objectif. L'inflation des services liés aux transports est également restée élevée même si, sur les trois derniers mois, elle est retombée à zéro. Les voyages et séjours organisés ont connu une nette envolée de l'inflation au cours du printemps et de l'été ; toutefois, les dernières données indiquent un recul significatif. Enfin, l'évolution récente de l'inflation sous-jacente (ensemble de l'IPCH hors énergie, alimentation, alcool et tabac) est encourageante. Au cours des trois derniers mois, le taux mensuel de l'inflation sur trois mois s'est établi deux fois légèrement en deçà de l'objectif (0,4 %) et une fois légèrement au-dessus (0,6 %).

Le tableau 2 examine les données relatives aux prix sous un autre angle en indiquant l'inflation mensuelle moyenne sur des horizons de plus en plus longs². Cela permet d'évaluer la dynamique de l'inflation et la convergence éventuelle vers l'objectif de la BCE. L'inflation des produits alimentaires connait des évolutions favorables ainsi que depuis le mois d'avril celle des biens industriels hors énergie. L'inflation de l'énergie a connu des fluctuations notables et a récemment rebondi. Les voyages

et séjours organisés ainsi que les services liés aux transports ont également été volatils. Leur repli récent a tiré vers le bas l'inflation de l'ensemble des services.

Pour conclure, à l'examen détaillé des évolutions de l'inflation depuis le début de l'année, le bilan est plutôt contrasté. D'une part, on peut se féliciter du caractère généralisé de la désinflation, car il augmente la probabilité que la baisse de l'inflation gagne l'ensemble de l'économie de la zone euro. D'autre part, malgré les progrès enregistrés, l'inflation se maintient bien au-dessus de sa cible. Autrement dit, même si désormais l'inflation sous-jacente mensuelle coïncidait avec l'objectif de la BCE (exprimé sous forme de taux mensuel), il faudrait attendre septembre prochain pour un retour à 2 % de l'inflation annuelle. Enfin, les évolutions géopolitiques récentes entraînent un risque de hausse des prix de l'énergie, qui pourrait freiner le repli de l'inflation globale et, du fait de ses effets induits, entraver la baisse de l'inflation sous-jacente.

William De Vijlder

2 Le tableau présente les derniers chiffres (septembre) ainsi que l'inflation moyenne sur les deux, trois, etc. derniers mois.



# REVUE DES MARCHÉS

#### **VUE D'ENSEMBLE**

#### MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Semaine du 13-10-23	3 au 20-10-2	3			Taux d'intérêt (9	6)	+hai	ut 2:	3	+	bas	23	Rendements (5	6)	+haut 23		+bas 23	3
≥ CAC 40	7 004 ▶	6 816	-2.7	%	€ BCE	4.50	4.50 L			2.50	le	02/01	€ Moy. 5-7a	2.64	2.64	le 02/01		le 02/01
≥ S&P 500	4 328 ▶	4 224	-2.4	%	Eonia	-0.51		-		-0.51		02/01	Bund 2a	3.27		le 28/09		le 20/03
→ Volatilité (VIX)	19.3 ▶	21.7	+2.4	nh	Euribor 3m	3.97	4.00 l			2.16	le	02/01	Bund 10a	2.85	2.94	le 28/09		le 18/01
¥ Euribor 3m (%)	3.99	3.97			Euribor 12m	4.19	4.23 l	e 2	29/09	3.30	le	19/01	OAT 10a	3.42	3.50	le 28/09	2.42	le 18/01
■ EU11001 3111 (%)		3.97	-1.6		\$ FED	5.50	5.50 L	e 2	27/07	4.50	le	02/01	Corp. BBB	4.96	5.00	le 19/10	3.95	le 02/02
Libor \$ 3m (%)	5.66 ▶	5.66	-0.4	pb	Libor 3m	5.66	5.69 L	e 1	10/10	4.77	le	02/01	\$ Treas. 2a	5.12	5.28	le 18/10	3.85	le 04/05
<b>⊅</b> OAT 10a (%)	3.29 ▶	3.42	+13.5	pb	Libor 12m	6.04	6.04 L	e 3	30/06	4.70	le	20/03	Treas. 10a	4.91	4.98	le 19/10	3.30	le 06/04
<b>7</b> Bund 10a (%)	2.70 ▶	2.85	+15.2	pb :	£ Bque Angl	5.25	5.25 L	e C	03/08	3.50	le	02/01	High Yield	9.48	9.48	le 20/10	7.94	le 02/02
7 US Tr. 10a (%)	4.62 ▶	4.91	+29.3	pb	Libor 3m	5.40	5.60 L	e 3	30/08	3.87	le	02/01	£ Gilt. 2a	4.88	5.51	le 06/07	3.15	le 02/02
7 Euro vs dollar	1.05 ▶	1.06	+0.8		Libor 12m	0.81	0.81 l	e C	02/01	0.81	le	02/01	Gilt. 10a	4.66	4.74	le 17/08	3.00	le 02/02
<b>7</b> Or (once, \$)	1919 ▶	1 994	+3.9	% '	Au 20-10-23								Au 20-10-23					
<b>↗</b> Pétrole (Brent, \$)	91.0 ▶	92.2	+1.4	%														

#### **TAUX DE CHANGE**

1€ =		+ha	+b	23	2023		
USD	1.06	1.12	le 14/07	1.05	le	03/10	-0.8%
GBP	0.87	0.90	le 03/02	0.85	le	11/07	-1.8%
CHF	0.94	1.00	le 24/01	0.94	le	20/10	-4.4%
JPY	158.72	159.39	le 30/08	138.02	le	03/01	+12.7%
AUD	1.68	1.70	le 21/08	1.53	le	27/01	+6.4%
CNY	7.75	8.08	le 19/07	7.23	le	05/01	+4.4%
BRL	5.35	5.79	le 04/01	5.18	le	18/09	-5.1%
RUB	101.46	110.46	le 14/08	73.32	le	12/01	+30.2%
INR	88.01	92.37	le 14/07	86.58	le	08/03	-0.3%
Au 20-	10-23					Va	riations

#### **MATIÈRES PREMIÈRES**

Prix spot, \$		+haut 23			+t	as	23	2023 2023(€)		
Pétrole, Brent	92.2	96.6	le	27/09	71.9	le	12/06	+8.6%	+9.5%	
Or (once)	1 994	2 047	le	04/05	1 810	le	24/02	+9.8%	+10.7%	
Métaux, LMEX	3 560	4 404	le	26/01	3 551	le	05/10	-10.6%	-9.9%	
Cuivre (tonne)	7 880	9 331	le	23/01	7 824	le	05/10	-5.8%	-5.1%	
Blé (tonne)	221	2.9	le	13/02	168	le	29/09	-22.8%	-22.2%	
Maïs (tonne)	183	2.7	le	13/02	161	le	21/08	-29.5%	-28.9%	
Au 20-10-23								Va	riations	

#### **INDICES ACTIONS**

#### PERFORMANCE PAR SECTEUR (Eurostoxx50 & S&P500)

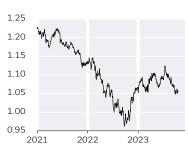


SOURCES: REFINITIV, BNP PARIBAS



# REVUE DES MARCHÉS

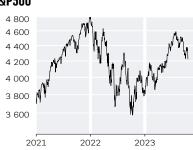
#### **EURO-DOLLAR**



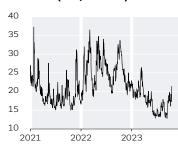
#### **EUROSTOXX50**



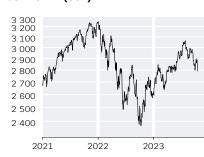
## S&P500



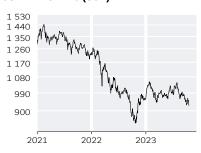
#### **VOLATILITÉ (VIX, S&P500)**



#### MSCI MONDE (USD)



#### MSCI ÉMERGENTS (USD)



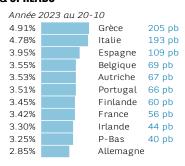
#### RENDEMENT OBLIGATAIRE À 10 ANS, TREASURIES VS BUND



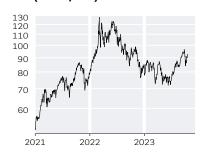
#### **RENDEMENT OBLIGATAIRE À 10 ANS**



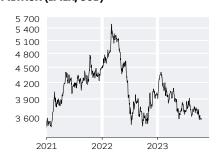
#### **RENDEMENT OBLIGATAIRE À 10 ANS** & SPREADS



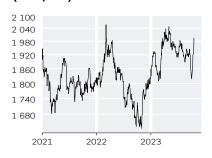
#### PÉTROLE (BRENT, USD)



#### MÉTAUX (LMEX, USD)



#### OR (ONCE, USD)



SOURCES: REFINITIV, BNP PARIBAS



BAROMÈTRE

7

## CHINE: LE LÉGER MIEUX SE CONFIRME

Au T3 2023, la croissance économique chinoise a rebondi à +1,3% en rythme trimestriel, après un très faible +0,5% au trimestre précédent. Elle s'est établie à +4,9% en glissement annuel (g.a.) contre +6,3% au T2 2023, mais cette baisse est due à des effets de base défavorables au T3. La croissance chinoise a atteint 5,2% en g.a. sur les trois premiers trimestres de 2023.

Les indicateurs d'activité pour le mois de septembre et pour le T3 2023 témoignent d'une amélioration légère mais continue de la conjoncture depuis le milieu de l'été. En août et septembre 2023, l'activité dans les services s'est renforcée légèrement (+6,9% en g.a. en août contre +5,7% en juillet), soutenue par les ventes au détail (+5,5% en g.a. en volume en août contre +2,8% en juillet). La croissance dans l'industrie s'est maintenue à +4,5% en g.a. en août et septembre, contre +3,7% en juillet. Le secteur manufacturier reste pénalisé par le recul de ses exportations (-10,8% en g.a. en dollars courants au T3 2023).

Les nouvelles mesures de soutien budgétaire et d'assouplissement monétaire, mises en œuvre ces derniers mois, ont soutenu le redressement de l'activité, même si elles restent prudentes. L'amélioration devrait se poursuivre au dernier trimestre de l'année. Elle reste toutefois modeste et fragile.

En particulier, la crise du secteur immobilier dure et continue de peser lourdement sur la confiance des ménages, sur l'activité dans les autres secteurs de l'économie et sur les finances des collectivités locales. Les promoteurs demeurent confrontés à de sévères difficultés financières, les défauts de paiement se multiplient, et la restructuration de leur dette prend du temps. L'investissement immobilier continue de se contracter. Au T3 2023, le volume de transactions immobilières a chuté de 23% en g.a. (contre -20% au T2 2023) et les mises en chantier ont reculé de 22% au T3 (contre 29% au T2). Le nombre de chantiers achevés poursuit, en revanche, son redressement grâce aux mesures de soutien des autorités.

La confiance des consommateurs reste faible. Selon les indicateurs publiés par le Bureau statistique chinois (NBS), l'indice de confiance des consommateurs se maintient à des niveaux très bas. Après avoir chuté à 86,8 en avril-mai 2022 lors des confinements à Shanghai, il ne s'est redressé que temporairement à plus de 90 au T1 2023 après l'abandon de la politique zéro Covid. Il est ensuite retombé et s'est établi à 86,5 en août.

Pourtant, les conditions du marché du travail s'améliorent ; le taux de chômage dans les zones urbaines s'est ainsi réduit à 5,0% en septembre 2023, contre 5,2% en juin (le chômage des jeunes de 16 à 24 ans n'est en revanche plus publié). Les consommateurs bénéficient également d'une inflation des prix à la consommation quasi nulle (+0,1% en g.a. en août et 0% en septembre), notamment contenue par la baisse des prix alimentaires (-3,2% en g.a. en septembre) et la baisse du prix du carburant (-1,1% en g.a. en septembre). L'inflation sous-jacente s'est très légèrement redressée à +0,8% en g.a. au T3 2023, contre 0,57% au T2.

Christine Peltier

# Production industrielle Production industrielle Phil services PMI manufacturier PMI manufacturier Inflation IPC Importations PMI manufacturier Investissement

SOURCES: NBS, BNP PARIBAS

Les indicateurs du radar sont transformés en « z-scores » (écarts par rapport à la valeur moyenne de long terme exprimée en écart-type). Ces z-scores ont une moyenne de zéro et leur valeur fluctue ici entre -4 et +2. Sur le radar, la zone en bleu indique les conditions économiques actuelles. Elle est comparée aux conditions 4 mois auparavant (pointillés). Un élargissement de la zone bleue indique une amélioration de l'indicateur d'activité.



### **ÉTATS-UNIS**

Après un 2<sup>nd</sup> semestre 2022 sur un rythme soutenu (+0,7% t/t en moyenne par trimestre), la croissance américaine ne s'est que légèrement tassée au 1<sup>er</sup> semestre 2023 (+0,5% t/t en moyenne par trimestre), portée par la résistance de la consommation des ménages et les bons chiffres de l'investissement productif. Les effets du resserrement monétaire, s'ils sont nets sur les conditions d'octroi de crédit, demeurent limités sur l'activité et l'emploi. La croissance au 3<sup>e</sup> trimestre devrait être encore très positive avant un tassement net au 4<sup>e</sup> trimestre et un glissement en récession au 1<sup>e</sup> semestre 2024. Le pic de l'inflation a été atteint mi-2022 mais la décrue de l'inflation sous-jacente reste lente. L'inflation totale devrait revenir au voisinage de la cible de 2% en 2024. La lenteur du processus de désinflation plaide en faveur du maintien de la politique monétaire en teritoire restrictif, malgré l'amorce d'une détente des taux directeurs au 2<sup>e</sup> trimestre 2024. La reprise attendue en 2024 s'en trouvera limitée.

#### CHINE

La croissance économique s'est renforcée début 2023 à la suite de l'abandon de la politique zéro Covid, mais le rebond de l'activité s'est essoufflé très rapidement. Le moteur exportateur s'est enrayé en raison de la faiblesse de la demande mondiala et des tensions avec les États-Unis. La demande intérieure est restée freinée par l'importante dégradation de la confiance des investisseurs et des ménages. La crise du secteur immobilier s'est poursuivie, avec le recul continu des ventes, de nouveaux défauts de paiement des promoteurs et des difficultés croissantes de certaines institutions financières. Le gouvernement et la banque centrale ont multiplié les mesures de relance au cours de l'été, visant à soutenir la demande intérieure et l'activité du secteur immobilier. Une légère amélioration de la croissance du PIB est donc attendue à court terme. Cependant, les autorités restent prudentes, notamment contraintes par l'excès de dette de l'économie et la fragilité des finances des collectivités locales.

#### **ZONE EURO**

Après une légère contraction du PIB au 4º trimestre 2022, la zone euro a renoué avec une croissance légèrement positive au 1ºr semestre 2023. Selon les derniers chiffres disponibles, la croissance au 1ºr trimestre a encore été rehaussée (de -0,1% à 0,0% puis à +0,1% t/t) tandis que celle du 2º trimestre a été abaissée à +0,1% t/t, gommant le rebond technique de +0,3% t/t initialement publié. Les performances disparates entre États membres fragilisent le faible résultat d'ensemble. La France et l'Espagne s'en sortent bien mais l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas sont à la peine. La montée en puissance des effets négatifs du resserrement monétaire devrait encore faire perdre de la vitesse à l'activité économique, qui stagnerait au 2ºnd semestre 2023, avant d'engager une reprise molle. Bien qu'anticipée en reflux tout au long de 2023, l'inflation resterait élevée, légèrement supérieure à 3% a/a en fin d'année. Illustrant la lenteur du processus de désinflation, elle serait encore significativement au-dessus de la cible de 2% fin 2024 (2,5% a/a), obligeant la politique monétaire à rester en territoire restrictif.

#### FRANCE

La croissance a surpris très favorablement au 2e trimestre 2023, l'activité marquant une accélération plus importante qu'attendu (+0,5% t/t, après un 1er trimestre de stagnation et un 4e trimestre 2022 légèrement positif, à +0,1%). Si la consommation et l'investissement des ménages restent déprimés, ce sursaut a été soutenu par l'investissement des entreprises et, surtout, par les exportations. Un contrecoup est prévisible au 3e trimestre. L'inflation a connu un rebond en août (5,7% a/a en indice harmonisé), dû aux prix de l'énergie. Ce rebond ne remet pas en cause le processus de désinflation, aussi lent soit-il. La remontée des taux d'intérêt devrait continuer de peser sur la demande des ménages en 2023, et donc sur la croissance, attendue à 0,7% en 2023, après 2,5% en 2022.

#### **TAUX & CHANGE**

Aux États-Unis, après avoir laissé inchangé son taux officiel lors de sa réunion de juin, la Réserve fédérale a procédé, comme attendu, à une nouvelle hausse de 25 pb des taux en juillet. Cette hausse devrait être la dernière d'après nous mais une incertitude demeure, compte tenu de l'inflation sous-jacente toujours élevée et de la résilience de l'activité et du marché du travail à ce stade. Ces éléments plaident en tout cas en défaveur d'une baisse des taux directeurs avant la mi-2024. L'incertitude résiduelle sur le pic du taux directeur se répercute sur les taux longs, qui sont restés orientés en hausse sur la première quinzaine de septembre. À mesure que le recul de l'inflation et la perspective d'un desserrement monétaire en 2024 se confirmeront, les taux longs ne devraient toutefois pas tarder à repartir à la baisse.

Contrairement à la Fed, la BCE n'a pas fait de pause en juin mais, comme la Fed, elle a augmenté ses taux directeurs de 25 pb en juillet. Elle ne s'est en revanche pas arrêtée là, procédant à une nouvelle hausse de 25 pb en septembre (taux de dépôt à 4,00%, taux de refinancement à 4,50%). Cette hausse devrait marquer la fin du cycle de resserrement

de la BCE, en tenant compte des effets encore à venir du resserrement déjà opéré. Mais il n'est pas non plus encore certain que ce soit vraiment la dernière étant donné l'absence de reflux tangible, à ce stade, de l'inflation sous-jacente. Autre volet du resserrement monétaire : l'arrêt complet, à compter de juillet 2023, des réinvestissements de la BCE dans le cadre de l'APP. Les taux longs européens restent orientés en hausse, dans le sillage des taux américains, mais de manière plus contenue : ils devraient se replier progressivement à mesure que la baisse de l'inflation sous-jacente se dessinera plus nettement, dissipant les incertitudes sur la prolongation du resserrement monétaire.

La Banque du Japon (BoJ) a ajusté, le 27 juillet dernier, sa politique de contrôle des taux d'intérêt en autorisant une plus grande fluctuation des taux d'intérêt souverains à dix ans autour de la cible de 0,5%. De nouveaux ajustements de sa politique monétaire ne peuvent être exclus, le pays faisant face à une poussée inflationniste sans précédent depuis le début des années 1990. Néanmoins, la BoJ ne devrait pas augmenter ses taux directeurs cette année mais une remontée est attendue en 2024.

Nous restons structurellement baissiers sur le dollar vis-à-vis de l'euro. Le billet vert est surévalué, les positions sont très longues sur le marché et le différentiel de taux d'intérêt à long terme devrait se resserrer. Le yen devrait se maintenir autour des niveaux actuels à court terme avant de se renforcer face au dollar US puisque les fonds fédéraux devraient avoir atteint leur taux final.

	CRO	OISSAN	ICE DU	PIB ET
		Croissa	nce du Pil	3
%	2021	2022	2023 e	2024 e
États-Unis	5.9	1.9	2.4	0.7
lapon	2.3	1.0	2.0	1.0
Royaume-Uni	8.7	4.3	0.6	0.0
Zone euro	5.6	3.4	0.5	0.9
Allemagne	3.1	1.9	-0.3	0.3
France	6.4	2.5	0.7	0.5
Italie	7.0	3.8	0.8	1.0
Espagne	5.5	5.5	2.2	1.5
Chine	8.4	3.0	5.1	4.5
Inde*	9.1	7.2	6.1	6.0
Brésil	5.0	2.9	3.1	1.8

Source : BNP Paribas (e: Estimations, prévisions)

Mise à jour le 23 octobre 2023

#### TAUX D'INTÉRÊT ET TAUX DE CHANGE

Taux d'Intérêt, 9	6					
Fin de période		T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024
E-Unis	Fed Funds (borne supérieure)	5,50	5,50	5,25	4,75	4,25
	Treas. 10a	4,20	4,05	3,95	3,90	3,90
Zone euro	Taux de dépôt	4,00	4,00	3,75	3,50	3,25
	Bund 10a	2,60	2,45	2,40	2,30	2,35
	OAT 10a	3,17	2,99	2,93	2,85	2,92
	BTP 10 ans	4,50	4,25	4,10	4,10	4,25
	BONO 10 ans	3,70	3,45	3,35	3,30	3,40
Royaume-Uni	Taux BoE	5,25	5,25	5,00	4,50	4,00
	Gilt 10a	4,00	3,80	3,60	3,65	3,70
Japon	Taux BoJ	-0,10	-0,10	0,10	0,10	0,25
	JGB 10a	0,75	0,85	0,90	0,90	1,00

ιαυχ αe cnange						
Fin de période		T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024
USD	EUR / USD	1,10	1,11	1,12	1,13	1,15
	USD / JPY	145	145	140	138	135
	GBP / USD	1,29	1,29	1,29	1,30	1,32
EUR	EUR / GBP	0,85	0,86	0,87	0,87	0,87
	EUR / JPY	160	161	157	156	155

Pétrole						
Fin de période		T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024
Pétrole	USD/baril	81	82	86	88	86

Sources: BNP Paribas (Market Economics, Interest Rate Strategy,FX Strateg, Commodities Desk Strategy) Mise à jour le 25 septembre 2023



<sup>\*</sup> année budgétaire du 1er avril de l'année t au 31 mars de l'année t+1

# DERNIÈRES PUBLICATIONS DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

9

Baromètre de l'OCDE d'octobre 2023	EcoPulse	20 octobre 2023
Japon : les filiales à l'étranger, rouage essentiel de l'industrie nippone	EcoTVWeek	20 octobre 2023
Résilience des flux de capitaux en Europe centrale	Graphique de la Semaine	18 octobre 2023
La capacité des investisseurs à prendre des risques et le marché obligataire	EcoWeek	17 octobre 2023
Economies émergentes : Divergences et nouvelle donne	EcoEmerging	16 octobre 2023
Espagne : La détérioration de la solvabilité des emprunteurs reste contenue	EcoTVWeek	12 octobre 2023
OCDE : Fin probable des hausses de taux mais pas de la restriction monétaire	EcoPerspectives	12 octobre 2023
Zone euro : les taux fixes protègent les emprunteurs des effets du resserrement monétaire	Graphique de la Semaine	11 octobre 2023
Lutte contre l'inflation : les banques centrales sont-elles en passe de gagner leur pari ?	Podcast	11 octobre 2023
États-Unis : la hausse des rendements des Treasuries, énigmatique peut-être, préoccupante sans aucun doute	EcoWeek	10 octobre 2023
Les perspectives de croissance : (presque) tout est une question de confiance	EcoTVWeek	6 octobre 2023
France : au 3e trimestre 2023, les défaillances d'entreprises dépassent de 4% leur niveau d'avant-Covid	EcoBrief	5 octobre 2023
Baromètre de l'inflation	EcoCharts	5 octobre 2023
Allemagne : un décrochage structurel du déficit commercial avec la Chine ?	Graphique de la Semaine	4 octobre 2023
Zone euro : les perspectives de croissance à travers le prisme des enquêtes de conjoncture	EcoWeek	2 octobre 2023
Zone euro : La transmission du resserrement de la politique monétaire aux taux d'intérêt bancaires	EcoTVWeek	29 septembre 2023
France : 66 milliards pour la transition écologique, de quoi parle-t-on ?	Graphique de la Semaine	27 septembre 2023
Petit Atlas de l'économie française - Septembre 2023	PetitAtlas	26 septembre 2023
OCDE, immobilier, pays émergents: Les effets des hausses des taux d'intérêt	Hors série	25 septembre 2023
Réserve fédérale américaine : des taux (plus) hauts plus longtemps	EcoWeek	25 septembre 2023
France : « les bons comptes » de l'économie française	EcoTVWeek	22 septembre 2023



# RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

William De Vijlder Chef économiste	+33 1 55 77 47 31	william.devijlder@bnpparibas.com
ÉCONOMIES DE L'OCDE ET STATISTIQUES		
Hélène Baudchon Adjointe au chef économiste - Responsable - États-Unis	+33 1 58 16 03 63	helene.baudchon@bnpparibas.com
Stéphane Colliac France, Allemagne	+33 1 42 98 26 77	stephane.colliac@bnpparibas.com
Guillaume Derrien Zone euro, Europe du Sud, Japon, Royaume-Uni - Commerce international	+33 1 55 77 71 89	guillaume.a.derrien@bnpparibas.com
Veary Bou, Tarik Rharrab Statistiques		
PROJECTIONS ÉCONOMIQUES, RELATIONS AVEC LE RÉSEAU FR	ANCE	
Jean-Luc Proutat Responsable	+33 1 58 16 73 32	jean-luc.proutat@bnpparibas.com
ÉCONOMIE BANCAIRE		
Laurent Quignon Responsable	+33 1 42 98 56 54	laurent.quignon@bnpparibas.com
Céline Choulet	+33 1 43 16 95 54	celine.choulet@bnpparibas.com
Thomas Humblot	+33 1 40 14 30 77	thomas.humblot@bnpparibas.com
Marianne Mueller	+33 1 40 14 48 11	marianne.mueller@bnpparibas.com
ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET RISQUE PAYS		
François Faure Responsable - Argentine, Turquie, méthologie, modélisation	+33 1 42 98 79 82	francois.faure@bnpparibas.com
Christine Peltier Adjointe - Grande Chine, Vietnam, méthologie	+33 1 42 98 56 27	christine.peltier@bnpparibas.com
Stéphane Alby Afrique francophone	+33 1 42 98 02 04	stephane.alby@bnpparibas.com
Pascal Devaux Moyen-Orient, Balkans	+33 1 43 16 95 51	pascal.devaux@bnpparibas.com
Hélène Drouot Corée, Thaïlande, Philippines, Mexique, pays andins	+33 1 42 98 33 00	helene.drouot@bnpparibas.com
Salim Hammad Amérique latine	+33 1 42 98 74 26	salim.hammad@bnpparibas.com
Cynthia Kalasopatan Antoine Ukraine, Europe centrale	+33 1 53 31 59 32	cynthia.kalasopatanantoine@bnpparibas.com
Johanna Melka Inde, Asie du Sud, Russie, Kazakhstan	+33 1 58 16 05 84	johanna.melka@bnpparibas.com
Lucas Plé Afrique anglophone et lusophone	+33 1 40 14 50 18	lucas.ple@bnpparibas.com
CONTACT MEDIA		
Mickaelle Fils Marie-Luce	+33 1 42 98 48 59	mickaelle.filsmarie-luce@bnpparibas.cor



# RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

## **ECO**CONJONCTURE

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

## **ECO**EMERGING

Analyses et prévisions sur une sélection d'économies émergentes

# **ECO**PERSPECTIVES

Analyses et prévisions des principaux pays, développés et émergents

# **ECO**FLASH

Un indicateur, un évènement économique majeur. Le détail ...

# **ECO**WFFK

L'actualité économique de la semaine et plus...

# **ECOPULSE**

Baromètre mensuel des indicateurs conjoncturels des principales économies de l'OCDE

# **ECO**CHARTS

Panorama mensuel des dynamiques d'inflation au sein des principales économies développées

# **ECO**TV WEEK

Quel est l'évènement de la semaine ? La réponse dans vos deux minutes d'économie

# **EN ÉCO DANS LE TEXTE**

Le podcast de l'actualité économique



Bulletin édité par les Etudes Economiques – BNP PARIBAS Siège social : 16 boulevard des Italiens – 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34 Internet : www.group.bnpparibas - www.economic-research.bnpparibas.com Directeur de la publication : Jean Lemierre / Directeur de la rédaction : William De Vijlder Copyright: Dilok Klaisataporn Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance futrer. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ciaprès « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de détenir une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document de vigueur d'intervenir pour acheter ou vendre des titres ou de contrats à terme, d'o

Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

BNP Paribas est constituée en France sous forme de société anonyme, et agréée et supervisée en tant qu'établissement de crédit par la Banque centrale européenne (BCE) et en tant que prestataire de services d'investissement par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site https://globalmarkets.bnpparibas.com.

poortees sur le site Int.ps://giobatniarkets.oripparioas.com.
Pour les avertissements par pays (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Ir-lande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suisse, Brésit, Turquie, Israël, Bahrein, Afrique du Sud, Australie, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taïwan, Thaïlande, Vietnam) veuillez consulter le document suivant :

 $https://global markets.bnpparibas.com/gm/home/Markets\_360\_Country\_Specific\_Notices.pdf$ 

© BNP Paribas (2023). Tous droits réservés.

